



DROIT SOCIAL

n° 3 - Mars 2021

TRIBUNE

- My Uber is rich*
Christophe RADÉ 193

IN MEMORIAM

- Hommage* – La réintégration du salarié gréviste illégalement licencié
Philippe WAQUET 196

DOSSIER

- Quel avenir pour les plateformes
après le rapport Frouin ? 201

Jean-Yves FROUIN – Barbara GOMES – Tatiana SACHS
Stéphane VERNAC – Josépha DIRRINGER – Marion DEL SOL

ÉTUDES

Droits et libertés

- Le port de la barbe par un travailleur peut-il être une manifestation
de ses convictions religieuses ou politiques ?
Jean MOULY 232

Contrat de travail

- De l'ANI du 26 novembre 2020 sur le télétravail à l'avenir du travail à distance
Jean-Emmanuel RAY 236

- Lutte contre la fraude au détachement : la Cour de cassation interprète le droit de l'Union
pour faciliter la mise en œuvre de la solidarité financière des donneurs d'ordre
Sophie ROBIN-OLIVIER 243

Institutions représentatives du personnel

- La représentation équilibrée des femmes et des hommes, une exigence étonnamment limitée
aux listes syndicales
Juliette BRUNIE 248

Santé – Sécurité

- Un ANI sur la santé au travail, pour quoi faire ?
Franck HÉAS 253

Politique d'emploi

- « Territoire zéro chômeur de longue durée » – Acte II –
Pierre-Yves VERKINDT 259

Page de la protection sociale

- Point de vue* : Droit et passion du droit... de la sécurité sociale
Morane KEIM-BAGOT 265

ACTUALITÉS

- Obligation de sécurité, préjudice nécessaire et preuve du harcèlement moral
Patrice ADAM 268

DALLOZ

9 782993 421031

Sommaire

Tribune

My Uber is rich

Christophe RADÉ

In Memoriam

Hommage – La réintégration du salarié gréviste illégalement licencié

Philippe WAQUET

Dossier

201 Quel avenir pour les plateformes après le rapport Frouin ?

201 Réguler les plateformes numériques de travail

Jean-Yves FROUIN

207 « Réguler les plateformes numériques de travail » :
lecture critique du « rapport Frouin »

Barbara GOMES

216 Pouvoir et responsabilité au sein des plateformes :
de la fiction au réalisme

Tatiana SACHS et Stéphane VERNAC

223 Un rapport mutique sur les enjeux de protection sociale

Josépha DIRRINGER et Marion DEL SOL

Études

Droits et libertés

232 Le port de la barbe par un travailleur peut-il être une manifestation de ses convictions religieuses ou politiques ?

Jean MOULY

Contrat de travail

236 De l'ANI du 26 novembre 2020 sur le télétravail à l'avenir du travail à distance

Jean-Emmanuel RAY

243 Lutte contre la fraude au détachement: la Cour de cassation interprète le droit de l'Union pour faciliter la mise en œuvre de la solidarité financière des donneurs d'ordre

Sophie ROBIN-OLIVIER

Institutions représentatives du personnel

248 La représentation équilibrée des femmes et des hommes, une exigence étonnamment limitée aux listes syndicales

Juliette BRUNIE

Santé – Sécurité

253 Un ANI sur la santé au travail, pour quoi faire ?

Franck HÉAS

Politique d'emploi

259 « Territoire zéro chômeur de longue durée » – Acte II –






Index

Page de la protection sociale


- 265 *Point de vue* – Droit et passion du droit... de la sécurité sociale
Morane KEIM-BAGOT

Actualités


Contrat de travail

- 266 La discrimination n'est pas une inégalité de traitement comme les autres (Soc. 9 déc. 2020) 
Christophe RADÉ
- 268 Obligation de sécurité, préjudice nécessaire et preuve du harcèlement moral (Soc. 9 déc. 2020) 
Patrice ADAM
- 271 Peut-on vouloir une chose, et son contraire? (Soc. 27 janv. 2021) 
Christophe RADÉ
- 272 Le salarié peut obtenir une indemnité pour licenciement vexatoire même en cas de faute grave (Soc. 16 déc. 2020) 
Jean MOULY
- 274 Nullité du licenciement: en cas de demande de réintégration abusivement tardive, les dommages-intérêts ne sont dus qu'à compter de cette demande (Soc. 13 janv. 2021) 
Jean MOULY





Conventions et accords collectifs

- 276 La rétroactivité de l'accord collectif doublement tempérée par le principe de faveur et le principe d'égalité de traitement (Soc. 12 janv. 2021) 
Christophe RADÉ

Durée du travail

- 278 *Errare humanum est, pecunia retribuanda est!* (Soc. 6 janv. 2021) 
Christophe RADÉ

Institutions représentatives du personnel

- 280 De la distinction entre le risque de perdre un procès et la recevabilité de l'intervention syndicale (Soc. 13 janv. 2021) 
Franck PETIT
- 281 Du préjudice nécessairement causé à l'intérêt collectif de la profession (Soc. 20 janv. 2021) 
Christophe RADÉ
- 284 La loyauté dans la négociation collective freinée dans son élan (Soc. 13 janv. 2021) 
Franck PETIT
- 286 Imminence de la nomination d'un conseiller du salarié et statut protecteur (Soc. 13 janv. 2021) 
Franck PETIT

CONTRAT DE TRAVAIL

- 193 Plateformes ■ Chauffeur Uber
- 196 Licenciement ■ Nullité ■ Réintégration ■ Trouble manifestement illicite
- 201 Plateformes ■ Régulation ■ Rapport Frouin
- 207 Plateformes ■ Régulation ■ Rapport Frouin ■ Lecture critique
- 216 Plateformes ■ Tiers employeur ■ Rapport Frouin
- 223 Plateformes ■ Protection sociale ■ Rapport Frouin
- 236 Télétravail ■ ANI du 26 novembre 2020
- 243 Détachement ■ UE ■ Certificat E101/A1 ■ Législation applicable
- 266 Égalité de traitement ■ Discrimination ■ État de santé du salarié ■ Indemnité conventionnelle de licenciement
- 268 Harcèlement moral ■ Charge de la preuve ■ Préjudice nécessaire
- 271 Résiliation judiciaire ■ Licenciement ■ Nullité ■ Réintégration
- 272 Faute grave ■ Circonstances vexatoires ■ Préjudice ■ Licenciement abusif ■ Indemnisation
- 274 Nullité ■ Réintégration ■ Dommages-intérêts ■ Demande tardive
- 287 Droit du travail ■ Ouvrage

CONVENTION COLLECTIVE

- 276 Application ■ Date d'entrée en vigueur ■ Rétroactivité ■ Principe de faveur ■ Égalité de traitement

DROIT ET LIBERTÉ FONDAMENTAUX

- 232 Liberté religieuse ■ Activité professionnelle ■ Port de la barbe ■ Jurisprudence

DURÉE DU TRAVAIL

- 278 Convention de forfait ■ Privation d'effet ■ Indu

EMPLOI

- 259 Politique de l'emploi ■ Territoire zéro chômeur de longue durée ■ Loi du 14 décembre 2020

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

- 253 Santé au travail ■ ANI

INSTITUTIONS REPRÉSENTATIVES DU PERSONNEL

- 248 CSE ■ Mise en place ■ Élections professionnelles ■ Représentation équilibrée des femmes et des hommes
- 280 et 281 Action en justice ■ Intérêt collectif ■ Discrimination syndicale ■ Recevabilité ■ Accord de branche ■ Violation ■ Réparation ■ Minima sociaux conventionnels
- 284 CSE ■ Mise en place ■ Élections professionnelles ■ Contestations ■ Opérations électorales ■ Vote électronique
- 286 Statut protecteur ■ Licenciement ■ Conseiller du salarié

SÉCURITÉ SOCIALE

- 265 Étude et recherche ■ Enjeux ■ Point de vue